



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/9699✓
14 août 1974
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

Vingt-neuvième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire^x

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Lettre datée du 9 août 1974, adressée au Secrétaire général par
le représentant permanent par intérim de la Bulgarie auprès de
l'Organisation des Nations Unies

D'ordre du Gouvernement de la République populaire de Bulgarie, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire distribuer le texte de la "Déclaration faite par le Conseil d'aide économique mutuelle à sa vingt-huitième session, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa création", comme document officiel de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale concernant le point 12 de son ordre du jour.

Vous trouverez ci-joint le texte russe de cette déclaration.

Le représentant permanent par intérim
de la République populaire de la
Bulgarie auprès de l'Organisation
des Nations Unies,

(Signé) Christo KOSSEV

^x A/9700.

ANNEXE

Déclaration faite par le Conseil d'aide économique mutuelle
à sa vingt-huitième session, à l'occasion du vingt-cinquième
anniversaire de sa création

Le Conseil d'aide économique mutuelle célèbre le vingt-cinquième anniversaire de sa création. Première organisation économique d'Etats socialistes, il groupe aujourd'hui neuf pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine.

Après avoir d'abord coopéré dans le domaine du commerce extérieur, en échangeant des matières premières et des denrées, des machines et de l'équipement, mis en commun leur expérience et s'être communiqué des résultats scientifiques et techniques, les pays membres du CAEM sont passés progressivement à une coopération économique, scientifique et technique plus poussée, et ont établi des liens durables dans le domaine de la production des biens matériels. Le Conseil d'aide économique mutuelle est devenu le centre de la coopération économique multilatérale entre ses membres. La coopération fraternelle de ces derniers a largement contribué à la réalisation de la politique des partis communistes et ouvriers, qui vise à un rapprochement et à une étroite coopération, aux fins d'édifier le socialisme et le communisme.

Les succès considérables du Conseil sont liés dans une large mesure à l'attention constante qu'ont prêtée et continuent de prêter à ses travaux les comités centraux des partis communistes et ouvriers. Les objectifs de politique économique fixés par les congrès des partis frères, ainsi que par les réunions et les rencontres de leurs dirigeants, donnent au Conseil des orientations précises, l'incitent à perfectionner encore les formes et les méthodes de son action, et l'aident à résoudre des problèmes qui se posent à une grande échelle.

L'expérience a montré que cette coopération étendue entre les pays membres du CAEM est un facteur de plus en plus important de l'essor de leurs économies, de l'élévation du bien-être de leurs peuples et de l'égalisation de leurs niveaux de développement économique.

Dans tous ces pays s'est créée une nouvelle structure sociale; les classes exploitantes ont été entièrement éliminées, et c'en est fini pour toujours des tares sociales du capitalisme que sont par exemple les crises économiques, l'inflation et le chômage. Il ne subsiste plus que des rapports de production socialistes, fondés sur la propriété collective des moyens de production, et ces rapports continuent d'être améliorés. Les lois économiques du socialisme peuvent agir librement, et son principe fondamental est devenu une réalité : "De chacun selon ses possibilités, à chacun selon son travail". Une société socialiste évoluée est en train de s'édifier. L'Union soviétique, après avoir construit le socialisme, crée maintenant les bases matérielles et techniques d'une société communiste.

Grâce au mode de production socialiste, utilisant toujours davantage les possibilités de la division socialiste du travail, les pays membres du CAEM ont atteint des rythmes de croissance économique élevés et stables. En 25 ans, leur production industrielle a été multipliée par 12.

Le développement économique de ces pays montre sans conteste que l'objectif principal de la production collective en régime socialiste, c'est-à-dire la satisfaction des besoins matériels et spirituels sans cesse croissants de la population, se réalise effectivement. Grâce à l'expansion de l'économie, le bien-être du peuple s'élève rapidement. Le revenu national de ces Etats frères a été multiplié par 8. La production des objets de consommation augmente constamment en même temps que leur qualité ne cesse de s'améliorer. Parmi les grandes conquêtes sociales de ces pays figurent la mise en place d'un système d'instruction pour tous, l'amélioration radicale de la santé publique et de la sécurité sociale, et l'application de vastes mesures destinées à résoudre le problème du logement.

Dans les pays membres du CAEM s'est constitué un mode de vie socialiste qui fortifie, dans la société, les rapports d'égalité, de camaraderie et d'entraide, une éthique socialiste, et la justice. Les travailleurs participent activement à la direction de la société et à la gestion de la production, et ils exercent effectivement leur droit au travail, au repos et à l'instruction.

Il existe, dans le cadre du Conseil d'entraide économique mutuelle, un système complexe de coopération dans le domaine de la planification entre Etats socialistes, qui permet de résoudre d'importants problèmes économiques, qu'il s'agisse de l'industrie, des transports, de l'agriculture ou des grands travaux, et de réaliser des projets d'envergure destinés à mettre en valeur les ressources en matières premières et en énergie et à défendre l'environnement. L'oléoduc transeuropéen "Droujba", un gazoduc, les systèmes énergétiques intégrés "Mir", fonctionnent à plein rendement. La construction de centrales nucléaires se développe. L'utilisation d'un parc commun de wagons de marchandises permet de réaliser des économies substantielles. La spécialisation internationale et la "coopérisation" de la production se développent dans la métallurgie, la construction mécanique, la chimie, et d'autres branches de l'industrie. On a construit un système unique d'ordinateurs, la série "Riad".

Des organismes économiques internationaux, des unions économiques, des centres de coordination scientifique, des laboratoires communs, des équipes de chercheurs, s'attaquent avec succès à de nombreux problèmes touchant à la production, à la science et à la technique.

Les échanges commerciaux entre les pays membres du CAEM croissent constamment, à l'abri de dangers comme les crises monétaires et financières et les hausses de prix spéculatives. Ces pays améliorent leurs relations monétaires et financières, le rouble convertible jouant un rôle croissant, comme devise commune, dans des relations économiques qui ne cessent de se développer.

L'adoption du programme global pour le développement et le perfectionnement de la coopération et de l'intégration économique socialiste a marqué le début d'une étape essentiellement nouvelle dans les relations économiques entre les pays membres du CAEM. Sa réalisation permet d'améliorer la division internationale socialiste du travail et contribue grandement à intensifier la production sociale de chaque pays membre et à accélérer l'application des résultats de la révolution scientifique et technique.

L'exécution des mesures prévues dans le programme global accroît la possibilité de rapprocher encore et d'égaliser les niveaux de développement économique des pays membres du CAEM. Tous les pays membres européens sont dès à présent des Etats industrialisés, ou à la fois industriels et agricoles. L'économie de la République populaire mongole se développe rapidement et, à l'heure actuelle, plus d'un tiers de son revenu national provient de l'industrie et de la construction. En devenant membre du Conseil d'aide économique mutuelle, la République de Cuba a acquis la possibilité d'utiliser plus largement le système de coopération économique multilatérale pour accélérer le développement de son économie.

Les relations entre le CAEM et la République fédérative socialiste de Yougoslavie se développent et se renforcent.

Les pays membres du CAEM, s'inspirant des principes de l'internationalisme prolétarien, sont favorables au développement des relations économiques avec tous les pays socialistes qui ne sont pas membres actuellement du Conseil d'aide économique mutuelle. S'acquittant de leur devoir international, ils ont apporté un soutien actif à la lutte du peuple vietnamien contre l'agression impérialiste et ils aident à présent la République démocratique du Viet-Nam à restaurer et à développer son économie nationale.

Le renforcement de la coopération entre les pays membres du CAEM ne conduit pas à la création d'un groupement économique fermé. En effet, en vertu d'un accord spécial, la coopération multilatérale se développe entre les pays membres du CAEM et la République de Finlande dans divers domaines de l'économie, de la science et de la technique, et des contacts s'établissent avec d'autres pays. A l'heure actuelle, le Conseil d'aide économique mutuelle entretient des relations, sous diverses formes, avec plus de 20 organisations économiques, scientifiques et techniques internationales, intergouvernementales et non gouvernementales. Les Etats socialistes sont prêts à coopérer avec tous les pays, quel que soit leur système social et politique, sur la base de l'égalité, de l'indépendance, de l'avantage mutuel et de la non-ingérence dans les affaires intérieures.

A cette session, le CAEM a constaté que la détente crée les conditions concrètes nécessaires à la mise en oeuvre d'une coopération étendue et durable avec les Etats capitalistes développés, ce qui correspond aux exigences objectives de la vie économique internationale et répond aux intérêts des peuples de tous les pays. Le succès de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ouvrirait de nouvelles possibilités de coopération entre pays appartenant à des systèmes sociaux différents.

Le Conseil d'aide économique mutuelle accorde une attention constante aux relations économiques avec les pays en voie de développement. Les Etats membres du CAEM prêtent une assistance économique et technique à ces pays pour contribuer à la création et au développement de leur industrie nationale et d'autres branches de l'économie nationale. Le CAEM fournit une aide multilatérale croissante aux Etats en voie de développement : il a notamment constitué un fonds spécial de bourses pour les aider à former des cadres nationaux.

Dans le domaine général de la solidarité du socialisme avec le mouvement de libération nationale, les pays membres du CAEM continueront à renforcer la coopération avec les pays en voie de développement et à leur apporter l'appui nécessaire pour lutter contre l'impérialisme et le néo-colonialisme et défendre leur droit inaliénable à disposer de leurs propres ressources nationales dans l'intérêt de leur population.

Lors de sa session, le Conseil a noté qu'à mesure que ses activités se poursuivent, son autorité va grandissant dans le monde entier. Les relations internationales subissent l'influence croissante des principes fondamentaux qui président à ces activités : égalité totale en droit, indépendance, libre consentement, respect de la souveraineté, avantages mutuels et entraide, coopération hautement efficace entre tous les pays qui font partie du Conseil, quels que soient leurs dimensions et leur niveau de développement économique.

Passant en revue, avec satisfaction, le travail qu'il a accompli au cours des 20 années écoulées et sa contribution à la cause de la paix et de la coopération entre les peuples, le Conseil d'aide économique mutuelle a souligné ce qui suit :

- Les pays frères continueront à renforcer le Conseil d'aide économique mutuelle et à accroître son rôle dans l'application de la politique des partis communistes et ouvriers, qui vise à intensifier et à améliorer encore la coopération et à faire progresser l'intégration économique socialiste entre les pays membres;

- Les pays frères continueront à améliorer les activités du Conseil d'aide économique mutuelle et des organisations internationales de coopération économique qui lui sont liées, sur la base des principes éprouvés de la division internationale socialiste du travail;

- Les pays frères affirment leur ferme volonté de continuer à renforcer l'unité et la cohésion des pays socialistes dans tous les domaines et de faire en sorte que des relations économiques internationales mutuellement avantageuses et équitables servent efficacement les intérêts des peuples et favorisent une paix durable sur la planète.

Le Conseil exprime la conviction que l'exécution systématique et intégrale du programme global d'intégration économique socialiste apportera une aide considérable à tous les pays frères dans leur oeuvre constructive d'édification du socialisme et du communisme et contribuera à un nouveau triomphe des idéaux du marxisme-léninisme.